SSOAR

Open Access Repository
www.ssoar.info

Une analyse critique de la transitologie: valeurs heuristiques, limites d'interprétation et difficultés méthodologiques

Grosescu, Raluca

Veröffentlichungsversion / Published Version
Zeitschriftenartikel / journal article

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:
Grosescu, R. (2012). Une analyse critique de la transitologie: valeurs heuristiques, limites d'interprétation et difficultés méthodologiques. *Studia Politica: Romanian Political Science Review*, *12*(3), 485-504. https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-446149

Nutzungsbedingungen:
Dieser Text wird unter einer CC BY-NC-ND Lizenz (Namensnennung-Nicht-kommerziell-Keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier:
https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.de

Terms of use:
This document is made available under a CC BY-NC-ND Licence (Attribution-Non Comercial-NoDerivatives). For more Information see:
https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0

gesis
Leibniz-Institut
für Sozialwissenschaften

Mitglied der
Leibniz-Gemeinschaft

Une analyse critique de la transitologie
Valeurs heuristiques, limites d'interprétation et difficultés méthodologiques

RALUCA GROSESCU

À partir de la fin des années 1970, les transformations politiques et sociales survenues après l'effondrement des régimes dictatoriaux en Europe de Sud, en Amérique Latine et en Europe de l'Est ont été étudiées à la lumière de la transitologie[1], sous-domaine de la science politique, dont l'objet principal est «l'étude des transitions de régimes „autoritaires" vers des régimes – peut-être – démocratiques»[2]. S'appuyant à ses débuts sur l'examen des pré-conditions nécessaires au passage vers la démocratie, la transitologie a progressivement évolué vers la conceptualisation de schémas causaux d'effondrement et de construction des régimes politiques. Bien que suscitant de nombreuses critiques de nature diverse, elle demeure néanmoins – surtout avec la réévaluation de ses paradigmes par l'école de la *path dependence* – l'approche théorique la plus usitée pour l'analyse des changements générés par la chute d'un régime dictatorial.

La théorie du changement politique demeure une question d'actualité, compte tenu des bouleversements politiques en cours dans de nombreux pays d'Afrique ou d'Asie. Comment appréhender et analyser ces transformations? Après le paradigme de la révolution, après les théories de la transition, le changement politique constitue-t-il toujours un «problème intellectuel» ou est-il devenu explicitement un problème de gestion politique? Peut-on toujours parler des ruptures politiques radicales, ou bien des voies idéales de transition, ou doit-on examiner ces changements comme des crises politiques routinières? Cet article propose une esquisse critique des principaux courants de la transitologie, afin d'évaluer leurs valeurs heuristiques, leurs limites d'interprétation et leurs difficultés méthodologiques.

---

[1] Le terme de *transitologie*, qui a été forgé par les «transitologues» eux-mêmes, est utilisé ici dépourvu de tout sens péjoratif que les critiques de cette approche lui ont conféré. Vu les différences qui opposent les diverses théories de cette sous-discipline de la science politique, nous employons ce terme pour l'ensemble de modèles visant à expliquer – selon la définition de Guillermo O'Donnell et Philippe Schmitter – le passage «de régimes de type autoritaire certain vers un incertain „autre chose"».

[2] Jean-Michel DE WAELE, «Les théories de la transition à l'épreuve de la démocratisation en Europe Centrale et Orientale», dans Pascal DELWIT, Jean-Michel DE WAELE, *La démocratisation en Europe Centrale. La coopération paneuropéenne des partis politiques*, L'Harmattan, Paris, 1998, p. 29.

LES PRÉCURSEURS DE LA TRANSITOLOGIE: LIMITES D'UNE APPROCHE EN TERMES DE PRÉ-CONDITIONNALITÉS ÉCONOMIQUE OU CULTURELLE

Même si certains chercheurs identifient les préhistoires de la transitologie dans les ouvrages de Tocqueville ou de John Stuart Mill[1] – qui mentionnent des exigences strictes d'ordre culturel à l'enracinement du comportement démocratique – les premières théories portant sur la construction de la démocratie datent des années 1950 et elles établissent, dans une perspective structurelle, une causalité directe entre le développement économique et la démocratisation. Cette première école précédant la transitologie, connue sous le nom de *l'école de la conditionnalité économique*[2], subordonnait, dans une tradition néo-marxiste, de façon presque absolue, la consolidation démocratique à la modernisation économique. Dans la vision de Seymour Martin Lipset[3], plus une nation connaissait le progrès économique, plus elle avait de chances de jouir d'un gouvernement démocratique stable. L'universitaire américain définissait le progrès économique non seulement en termes de croissance du produit interne brut et des revenus de la population, mais également en termes de développement des organisations sociales et du niveau de scolarisation, de recul de la croissance démographique et de l'extension des classes moyennes. La pénétration du mode de pensée et des valeurs de «l'Occident» était considérée un autre facteur de la consolidation d'une démocratie stable. Dans la même perspective, dans son étude sur la polyarchie, Robert A. Dahl[4] attachait le développement démocratique à la croissance économique et à la diminution des inégalités socio-économiques, ajoutant à ces facteurs l'entrée des États en cours de transformation sous l'influence politique, économique et culturelle des pays occidentaux.

Les théories de Seymour Martin Lipset et de Robert A. Dahl ont été critiquées d'une part pour le «préjugé» d'avoir envisagé le modèle occidental comme la seule forme de démocratie concevable et, d'autre part, pour leur déterminisme économique, insensible aux spécificités culturelles locales et au jeu décisif des acteurs politiques[5]. Certains auteurs comme David Larner ou Samuel Huntington ont même réfuté l'hypothèse formulée par Lipset et Dahl, montrant que la modernisation économique peut avoir autant, voire davantage de succès dans les régimes forts que dans les régimes qui s'ouvrent vers la démocratie[6]. L'inverse était également valable. Par

---

[1] Guy HERMET, «Le charme trompeur des théories: un état des travaux», dans Christophe JAFFEROT, *Démocraties d'ailleurs. Démocraties et démocratisations hors de l'Occident*, Karthala, Paris, 2000, p. 317.

[2] *Ibidem*, p. 318.

[3] Seymour Martin LIPSET, «Some Social Requisites of Democracy», *American Political Science Review*, (no. 53), no. 1, 1959, pp. 69-105.

[4] Robert DAHL, *Poliarchy: Participation and Opposition*, Yale University Press, New Haven, 1971.

[5] Guy HERMET, «Le charme trompeur des théories…cit.», p. 320; Geoffrey PRIDHAM, «Democratization in the Balkans. From Theory to Practice», dans Geoffrey PRIDHAM, Tom GALLAGHER (éds.), *Experimenting with Democracy. Regime Change in the Balkans*, Routledge, London, 2000, p. 3.

[6] David LARNER, *The Passing of Traditional Society*, The Free Press, Glencoe Ill., 1958; Samuel HUNTINGTON, *Political Order in Changing Societies*, Yale University Press, New Haven CT, 1968.

exemple, à la fin des années 1980, de nombreux pays de l'Amérique Latine avaient fait le pas vers la démocratie, sans pourtant que le taux de pauvreté de la population baisse de manière significative. Plus tard, le cas chinois allait montrer à son tour que le progrès économique n'impliquait pas forcement l'ouverture vers la démocratie, mais au contraire qu'il pouvait diminuer les attentes démocratiques. La thèse de la pré-conditionnalité économique s'est également avérée caduque dans le cas des PECO, où les institutions démocratiques ont commencé à fonctionner bien avant le redressement économique de ces pays. En Roumanie et en Bulgarie, par exemple, l'organisation des élections libres et la garantie des droits fondamentaux remontent au début des années 1990, alors que la réforme économique massive ne commença qu'après 1997 et la croissance économique ne fut ressentie qu'après 2000. Il n'y a donc pas en Roumanie, en Bulgarie ou dans les PECO en général une subordination de la démocratisation au développement de l'économie, bien que ces deux processus se déroulassent en parallèle et s'influençassent réciproquement.

Plus tard, Gabriel Almond et Sydney Verba ont formulé une version politico-culturelle de la pré-conditionnalité de la démocratie, selon laquelle, seule l'existence d'une culture politique participative amène des comportements et des règles de jeu démocratiques[1]. Selon ces auteurs, l'initiation d'un projet démocratique par des élites ne peut, à elle seule, engendrer la démocratie. La mobilisation de la société civile et la participation politique massive constituent des conditions indispensables. Cette théorie ne résiste pourtant pas à l'épreuve des faits, qui montrent que la «culture civique» représente le plus souvent «le fruit du fonctionnement prolongé des institutions démocratiques», alors que la plupart des démocraties sud-américaines et européennes sont issues des régimes «inciviques»[2].

La recherche des pré-conditions censées générer la démocratie, jugée déterministe et trop générale, a été abandonnée suite au constant que les préalables économiques, sociaux, ou civiques constituaient moins la cause que le produit de la démocratie. L'intérêt des chercheurs s'est alors déplacé vers la genèse, puis vers la consolidation de la démocratie, ces processus étant appréhendés en termes de «transition».

LE CONCEPT DE TRANSITION ET SES ÉCUEILS

Le concept de «transition démocratique» se développa à partir de la fin des années 1970, avec les changements politiques survenus en Europe de Sud et en Amérique Latine. Il fut défini comme «intervalle entre un régime politique et un autre»[3] et envisagé comme un processus complexe de transformation des régimes dictatoriaux où l'on distingue trois étapes différentes: la libéralisation, la démocratisation et finalement la socialisation ou la consolidation. La première phase, la libéralisation,

---

[1] Gabriel A. ALMOND, Sydney VERBA, *The Civic Culture*, Central University Press, Budapest, 1996 (édition roumaine: trad. par Dan Pavel, Du Style, București, 1996).

[2] Terry Lynn KARL, Philippe SCHMITTER, «Les modes de transition en Amérique latine et en Europe du Sud et de l'Est», *Revue Internationale des Sciences Sociales*, no. 128, Mai 1991, p. 286; Stephen KOTKIN, *Uncivil Society. The Implosion of the Communist Establishement*, Modern Library Chronicles, New York, 2010.

[3] Guillermo O'DONNEL, Philippe SCHMITTER, *Transitions from Authoritarian Rule. Tentative Conclusions about Uncertain Democracy*, 2e edition, The John Hopkins University Press, Baltimore, 1989, p. 6.

correspond à l'ouverture partielle d'un système autoritaire, qui peut déboucher sur un processus de démocratisation (deuxième phase) – moment inaugural de rupture avec l'ancien régime – ou bien sur une réapparition des tendances autoritaristes. Quant à la troisième phase, la consolidation, elle fut conçue comme un processus de plus longue durée d'adoption des normes et mécanismes démocratiques, et qui aboutit lorsque la plupart des conflits sociaux sont réglés par l'intermédiaire d'institutions démocratiques[1].

Cette définition de la transition en trois phases pose problèmes à plusieurs niveaux. Premièrement, la délimitation temporelle de ces étapes s'avère difficile. Comment déterminer le moment précis où commence le changement, comment délimiter la période transitoire de mise en place du nouveau régime et, enfin, à quel moment peut-on parler avec certitude d'une démocratie consolidée et fonctionnelle? Deuxièmement, la définition proposée par la plupart des transitologues au concept de démocratie consolidée relève d'une approche minimaliste de la démocratie, qui reprend les conditions évoquées par Robert A. Dahl[2]. Or, à travers le temps, l'existence de ces conditions minimalistes n'a pas empêché, dans nombre de pays en cours de démocratisation, le retour vers des régimes autoritaristes. Troisièmement, l'enchaînement de ces trois séquences et à remettre en question: d'une part, comment intégrer dans cette grille d'analyse des transitions où il n'y a pas de phase de libéralisation, comme ce fut le cas, par exemple, de la Roumanie communiste ou de l'Allemagne de l'Est?; d'autre part, la libéralisation d'un régime autoritaire peut très bien ne pas conduire à l'institutionnalisation de la démocratie. Quatrièmement, le terme de «transition démocratique» et plus spécifiquement celui de «consolidation démocratique» présupposent un cheminement vers la démocratie, qui devient un but à atteindre. Dans cette perspective, les sociétés en transition ont souvent été étudiées en termes de «ce qu'elles devraient devenir», et la transitologie a acquis souvent un caractère téléologique, «augurant les chances de succès des démocratisations en cours et énonçant presque les prescriptions à suivre»[3]. Se rapportant à une voie idéale vers un futur artificiellement établi, la transitologie a souvent opté pour des modèles globalisants, appliqués à tout contexte et ignorantes des particularités locales. Elle s'est transformée parfois en formation à la démocratie. Par exemple, le modèle du *capitalisme par imitation* (*capitalisme by design*), théorie évolutionniste qui repose sur l'économie néoclassique et le «choix rationnel» de type marxiste, évaluait le succès des transitions postcommunistes à l'aune de l'importation des institutions politiques et des mécanismes économiques spécifiques aux pays occidentaux[4]. Cette approche partait de l'hypothèse qu'avec l'effondrement du communisme, les sociétés de l'Europe de l'Est représentaient des non-systèmes amorphes, caractérisées par des

---

[1] Samuel HUNTINGTON, *The Third Wave. Democratization in the Late Twentieth Century*, University of Oklohoma Press, Norman, 1991, pp. 262-263; Guillermo O'DONNEL, Philippe SCHMITTER, *Transitions from Authoritarian Rule*...cit., pp. 3, 6; Adam PRZEWORSKI, *Democracy and the Market. Political and Economic Reforms in Eastern Europe and Latin America*, Cambridge University Press, Cambridge, 1991, p. 21.

[2] Robert A. DAHL, *Dilemmas of Pluralist Democracies*, Yale University Press, New Haven, 1982, p. 11.

[3] Guy HERMET, «Le charme trompeur des théories…cit.», p. 316.

[4] Marie LAVIGNE, *The Economic Transition From Socialist Economy to Market Economy*, St. Martin's Press, New York, 1995; J. WILLIAMSON (éd.), *The Political Economy of Policy Reform*, Institute for International Economics, Washington DC, 1994.

vides institutionnels qui attendaient d'être remplis avec les recettes et les thérapies occidentales. Les acteurs sociaux étaient pratiquement vidés de leur biographie et de leurs expériences antérieures, étant analysés comme des «automates rationnels»[1]. Ce type d'analyse, reposant sur une vision anhistorique, n'avait pas une valeur heuristique pour la recherche et l'efficacité même des recettes proposées allait être vite mise en question.

D'autres approches plus analytiques se sont concentrées sur les macro-variables influençant les processus de démocratisation. Les caractéristiques du régime non-démocratique antérieur, les modalités d'effondrement de ces régimes et le poids de leur héritage institutionnel, la reproduction des anciennes élites ou le consensus axiologique de la nouvelle élite à l'égard des projets politiques ont été évalués chacun comme des facteurs déterminants pour le cours d'une transition. Plus tard, avec la chute des régimes communistes en Europe de l'Est, les paradigmes de la transitologie ont été ré-analysés en raison de nouveaux défis théoriques imposés par la triple transition politique, économique et territoriale[2]. L'intérêt s'est déplacé alors vers la comparabilité des modes de démocratisation et des différentes formes de capitalismes, le terme de «transition» étant remplacé par celui de «transformation», plus ouvert vert l'imprévisible. Ainsi, l'approche finaliste de la démocratisation fut-elle graduellement abandonnée au profit d'une attention renouvelée pour les particularités locales de chaque processus de changement[3].

Le domaine de la transitologie regroupe aujourd'hui quatre courants majeurs, définis en fonction de la macro-variable placée au centre de l'analyse: les modèles génétiques, les théories du poids déterminant du passé, les approches internationalistes et le modèle de la *path dependence*.

MODÈLES GÉNÉTIQUES ET CHOIX STRATÉGIQUES DES ACTEURS

La fin des années 1970 et le début des années 1980 marquent l'apparition de nouvelles grilles d'analyse de la démocratisation, axées principalement sur les choix stratégiques des acteurs politiques lors de la rupture avec l'ancien régime. Cette approche est marquée par la théorie des jeux et celle des choix rationnels et elle met l'accent sur les décisions et les interactions des acteurs politiques, largement sous-estimées par les modèles explicatifs de la pré-conditionnalité économique ou culturelle[4]. L'analyse porte sur les choix des élites lors des séquences historiques précises qui représentent des points de bifurcation où l'on détermine le cours d'une transition. Le moment inaugural de rupture avec l'ancien régime constitue en ce sens un moment clé qui influence les développements politiques futurs. De ce point de

---

[1] Gil EYAL, Ivan SZELENY, Eleanor TOWNSLEY, *Making Capitalism without Capitalists: The New Ruling Elite in Eastern Europe*, Verso Books, London, New York, 1998 (édition roumaine: trad. par Ionel Nicu Sava et Cristian Mihail Miehs, Omega, București, 2001), p. 52.

[2] Claus OFFE, «Capitalism by Democratic Design? Democratic Theory Facing the Triple Transition in East Central Europe», *Social Research*, vol. 58, no. 4, 1991, pp. 865-881.

[3] Gil EYAL, Ivan SZELENY, Eleanor TOWNSLEY, *Making Capitalism without Capitalists*... cit.; David STARK, Laszlo BRUSZT, *Postsocialist Pathways. Transforming Politics and Property in East Central Europe*, Cambridge University Press, New York, 1998 (édition roumaine: trad. par Ramona Careja, Ziua, București, 2002).

[4] Guy HERMET, «Le charme trompeur des théories…cit.», p. 19.

vue, l'intérêt des chercheurs s'est concentré sur les voies de sortie de l'ancien régime (*extrication path*) et sur la genèse du nouveau système mis en place.

La démocratisation et «le jeu» des élites

Les premières évaluations des processus de démocratisation en termes de jeu et choix stratégiques des acteurs ont été développées au lendemain de la transition espagnole. Juan Linz, Guillermo O'Donnell et Phillipe Schmitter conçurent la libéralisation comme un jeu entre différents acteurs, soient-ils des modérés du régime autoritaire (*soft-liners*), des conservateurs stricts (*hard-liners*) et des opposants à l'autoritarisme (*opponents*)[1]. Selon les deux derniers auteurs, toute transition débute par une division importante entre les modérés et les conservateurs, brisant l'unité interne des instances autoritaires et débouchant sur une nouvelle configuration des relations entre les durs, les modérés et les opposants du régime. À son tour, Adam Przeworski identifia quatre types d'acteurs: les *liberalisers* (équivalent des *soft-liners*), les *hard-liners*, les *réformistes* et les *radicaux*[2]. Les premiers représentent le noyau répressif du régime – la police politique, l'armée, la bureaucratie légale etc. – tandis que les seconds appartiennent surtout aux élites économiques et managériales. Les réformistes et les radicaux forment l'opposition au régime et ils se distinguent par leur vision plus modérée ou plus dure à l'égard des changements.

Dans ce contexte, le processus de transition dépend des rapports de force entre ces quatre groupes et de leurs choix stratégiques à des moments divers. Selon Przeworski, en fonction des différents types de rencontres et de décisions, plusieurs scénarios deviennent possibles. Le régime autoritaire maintient son *statu quo* quand la relation dominante oppose les *hard-liners* aux radicaux. Dans ce cas, les chances de répression demeurent grandes et aucune négociation entre les élites n'est envisageable. Une certaine ouverture du régime s'opère lorsque la relation dominante relie *hard-liners* et réformistes, sans déboucher pour autant sur un processus de démocratisation. L'apparition et la consolidation des *liberalisers* mènent en revanche à un changement des règles du jeu, si ceux-ci optent pour une ouverture vers les revendications de la société civile et s'opposent à la résistance des *hard-liners*. Si à ce moment de la libéralisation l'opposition n'arrive pas à se mobiliser, le régime autoritaire perdure, bien que dans une version moins contraignante. Au contraire, si la société civile agit de manière organisée, pressant systématiquement l'élite dirigeante, cette dernière se voit forcée à résoudre d'une manière ou d'une autre le conflit social: soit opter pour des représailles, soit se transformer elle-même dans un mouvement réformateur et pactiser avec les modérés de l'opposition. Pour Przeworski, les représailles peuvent aboutir soit à une dictature limitée soit à une insurrection de la population, dont les chances de déboucher sur une démocratie avec garanties restent pourtant limitées. En revanche, si les *liberalisers* engagent des négociations avec les réformistes le processus mène à une transition pacifique vers une démocratie avec garanties[3].

---

[1] Guillermo O'DONNEL, Philippe SCHMITTER, *Transitions from Authoritarian Rule*...cit., p. 16.

[2] Adam PRZEWORSKI, *Democracy and the Market*…cit., p. 21.

[3] IDEM, «The Games of Transition», dans Scott MAINWARING, Guillermo O'DONNEL, J. Samuel VALENZUELA (éds.), *Issues in Democratic Consolidation*, University of Notre Dame Press, Notre Dame, 1992, p. 112.

La théorie de Przeworski est pourtant critiquable de plusieurs points de vue. D'abord, les acteurs et les séquences historiques précisées par l'auteur ne sont pas identifiables dans toutes les transitions. La Roumanie en est un bon exemple: l'élite proche de Nicolae Ceaușescu pouvait bien faire office de *hard-liners*, comment appréhender le rôle de l'opposition roumaine, si atomisée et si faible en 1989? L'épreuve des faits montre qu'une insurrection populaire peut avoir lieu en absence d'une phase de libéralisation et en absence de la consolidation de l'influence des *liberalisers* et du pouvoir d'action de la société civile. De plus, ces catégories d'acteurs sont difficiles à cerner dans l'évolution du temps, puisque, comme le soulignait Michel Dobry, il y a une permanente «désectorialisation» et «résectorisation» des diverses composantes des réseaux politiques établis[1].

Ensuite, Przeworski partage avec O'Donnell et Schmitter l'idée que le mouvement insurrectionnel est presque toujours «dysfonctionnel» pour la consolidation d'une démocratie stable, aboutissant plutôt à un système hybride qui mêle des tendances autoritaires à certains principes démocratiques. Si le cas roumain illustre en quelque sorte cette hypothèse pour les deux premières années postcommunistes, le cas tchécoslovaque l'infirme. De surcroît, à partir de 1992, d'autres facteurs influent sur l'évolution du régime politique en Roumanie et en Europe Centrale et Orientale en général, le rôle des contraintes internationales étant déterminant.

Qui plus est, la théorie de Przeworski indique implicitement une voie idéale de la démocratisation, ce qui place l'auteur dans une approche téléologique des «bons» ou des «mauvais» choix, au détriment d'une analyse fine de l'évolution du processus lui même[2]. Enfin, comme l'observe Michel Dobry, en ignorant la durée plus ou moins longue de chaque séquence historique identifiée, Adam Przeworski pêche par «une théorie de l'action et de la pratique, des plus *mécanicistes*», qui ne prend pas en compte les effets du temps sur les calculs des acteurs et sur leur capacité de l'orienter et d'évaluer leur choix[3]. Dans la même perspective, le jeu des acteurs n'est analysé que rarement en connexion avec les facteurs qui le conditionnent, d'où «le risque de tomber dans un volontarisme excessif»[4]. O'Donnell et Schmitter font référence par ailleurs à la conjoncture économique et à la nature de l'ancien régime, mais l'examen de ces éléments demeure secondaire, alors que l'influence du passé sur les décisions des acteurs est le plus souvent sous-estimée. Comme le montre Jean-Michel De Waele, les analyses de O'Donnell et Schmitter et de Przeworski oublient fréquemment «un quatrième acteur» qui peut entrer en scène lors d'un changement de régime: les «masses» ou les «groupes sociaux» importants[5].

---

[1] Michel DOBRY, *Sociologie des crises politiques*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 1992, (1ère édition 1986).

[2] IDEM, «Les voies incertaines de la transitologie. Choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de la Path Dependence», *Revue Française de Science Politique*, vol. 50, no. 4-5, 2000, p. 592.

[3] *Ibidem*, p. 593.

[4] Terry Lynn KARL, Philippe SCHMITTER, «Les modes de transition…cit.», p. 288.

[5] Jean-Michel DE WAELE, «Les théories de la transition…cit.», p. 37.

Les modes de sortie et leur influence sur l'avènement de la démocratie

C'est précisément pour nuancer ces premiers modèles d'interprétation et introduire ce quatrième acteur, les masses, que Philippe Schmitter et Terry Lynn Karl ont avancé une nouvelle grille d'analyse, organisée sur deux axes. D'un côté, les acteurs: les élites et les masses; d'un autre côté, les stratégies: le compromis et l'usage de la force. Quatre types idéaux de sortie de l'ancien régime en résultent.

La transition est opérée par un *pacte* lorsque les élites, principaux acteurs du changement, jouent la stratégie du compromis. Une négociation politique entre les élites rivales définit les règles du gouvernement, sur la base de garanties mutuelles des «intérêts vitaux» des parties prenantes. La transition espagnole en serait l'exemple. À l'avis des deux auteurs, les pactes fondateurs représentent une sorte de «gage de survie» pour l'ancienne élite, car ils viennent assurer le respect des intérêts fondamentaux des classes dominantes:

> «Ce sont par essence des mécanisme anti-démocratiques, issus d'un marchandage entre élites désireuses de conclure un contrat sociopolitique et économique, délibérément conçu pour démobiliser les masses à peine nées au rôle d'acteurs, tout en déterminant l'ampleur de la participation ou du pouvoir effectif qui seront dans l'avenir laissées aux différents acteurs»[1].

Cette entente entre les élites restreint indirectement la contestation et limite le contenu même du débat politique, au moins pour les premières élections fondatrices. Les pactes ont pourtant l'avantage d'intégrer dans le processus de transition quasiment tous les acteurs politiques importants, évitant ainsi les bouleversements violents et attirant du côté de la démocratisation les élites appartenant au régime non-démocratique antérieur. Pour cette raison, les transitions par pacte ont le plus de chances de conduire à la démocratie avec garanties[2]. Cette idée est reprise par Michael Burton et John Higley dans leur théorie sur le «consensus axiologique des élites» comme condition nécessaire pour la démocratisation: plus les élites concurrentes s'accordent de manière pacifique sur les questions qui les opposent, plus la démocratie avance et les ennemis d'hier arrivent à vivre ensemble et à gérer leur rivalité selon des règles démocratiques. Burton et Higley admettent que la démocratie peut bien se développer dans des pays où la transition se produit sans un «accord des élites», mais le processus est beaucoup plus long, alors que la compétition électorale demeure incontrôlable et incertaine au moins pour plusieurs scrutins[3].

Le deuxième type idéal proposé par Philippe Schmitter et Terry Lynn Karl est celui de la *transition imposée*, qui survient lorsque les élites, toujours les acteurs principaux, choisissent une stratégie violente, lorsque «les élites de l'opposition recourent unilatéralement à la force et réussissent ainsi à opérer un changement de régime malgré la résistance des représentants en place». Dans les PECO, le putsch

---

[1] Terry Lynn KARL, Philippe SCHMITTER, «Les modes de transition…cit.», p. 298.

[2] *Ibidem*, p. 299.

[3] Michael BURTON, John HIGLEY, «Political Crises and Elite Settlements», dans Mattei DOGAN, John HIGLEY, *Elites, Crises and the Origins of Regimes*, Rowman & Littlefield Publishers Inc., Oxford, 1998, pp. 47-55.

soviétique de 1991 en fournit l'exemple le plus illustratif. *La réforme*, identifiée en Pologne et en Tchécoslovaquie, constitue un mode de transition générée par la mobilisation des masses, qui imposent un compromis sans recourir à la violence, alors que *les révolutions*, dont l'exemple le plus prégnant et celui de la révolution russe de 1917, sont définies comme des soulèvements violents de la population aboutissant à une victoire militaire sur l'ancien régime. À l'avis des deux auteurs, en dépit des régressions fréquentes, les transitions imposées et les réformes peuvent conduire à la démocratie, alors les révolutions débouchent rarement sur «des systèmes qui assurent une concurrence loyale et une contestation sans entrave et qui tolèrent l'alternance au pouvoir et reconnaissent la liberté d'association»[1].

La plupart des cas analysés par Philippe Schmitter et Terry Lynn Karl mêle les caractéristiques de plusieurs modèles, raison pour laquelle le pronostique démocratique devient parfois aléatoire, surtout que les deux auteurs ne prennent en considération qu'une temporalité limitée des transformations qui ont lieu. De même, leurs typologies pêchent par essentialisation et ignorent la subtilité de chaque processus de transition, avec ses dynamiques et ses spécificités locales. Les schémas causaux entre des modes de ruptures idéalisés et les régimes naissants imposent une vision déterministe, puisqu'elles impliquent que les mêmes conditions et événements produisent des effets invariables.

De plus, bien qu'affirmant une certaine influence des structures sociales, économiques et politiques sur les voies de dégagement, les modèles génétiques sous-estiment le poids de ces facteurs. Le moment de rupture devient la seule variable explicative, disloqué le plus souvent des conditions historiques qui le déterminent. Accordant une indépendance presque totale au moment du divorce de l'ancien régime et aux décisions de l'élite, cette vision ignore les contraintes historiques structurelles et dissocie les choix politiques des facteurs sociaux-culturels. Focalisé principalement sur «le temps qui s'agite»[2], «le chercheur se prive de toute possibilité d'appréhender la complexité diachronique des faits sociaux»[3].

Les modèles génétiques et termes de choix stratégiques des acteurs pêchent également par une approche élitiste et volontariste excessive. L'idée que les transitions sont par excellence les produits des acteurs politiques qui choisissent des stratégies diverses, sous-estime le fait que les décisions prises sont des réactions aux structures socio-économiques et culturelles déjà en place ou présentes dans les mémoires. Ces structures et ces institutions conditionnent les décisions et peuvent être décisives, dans la mesure où elles limitent ou augmentent les options offertes aux différents acteurs politiques qui tentent d'édifier tel ou tel type de régime. Elles peuvent déterminer la gamme des options qui s'offrent aux décideurs et même prédisposer le choix d'une option particulière.

---

[1] Terry Lynn KARL, Philippe SCHMITTER, «Les modes de transition…cit.», pp. 291-297.

[2] Selon la distinction braudélienne entre «le temps qui s'agite», «le temps qui respire» et «le temps immobile».

[3] Marta TOUYKOVA, *La Conversion identitaire du parti socialiste bulgare*, thèse en Sciences politiques, Institut d'études politiques de Paris, 2003, p. 68.

LES THÉORIES DU POIDS DÉTERMINANT DU PASSÉ DANS LA TRANSITION DÉMOCRATIQUE

Dans la première moitié des années 1990, la transitologie a connu un nouveau tournant, marqué par le déplacement de l'analyse des stratégies d'acteurs vers les héritages institutionnels du passé, entendus au sens large. Cette réorientation a été introduite par Juan Linz et Alfred Stepan, pour lesquels le poids de l'histoire plus ou moins récente, avec ses différentes séquences d'organisation politique et niveaux socio-économiques de développement, constituent le principal facteur qui influence le cours d'une transition et qui détermine les chances de construire une démocratie fonctionnelle.

Dans leur ouvrage sur les transitions comparées, les deux auteurs considèrent que la nature du régime non-démocratique antérieur conditionne les voies de passage à la démocratie, tout comme le rythme et la profondeur du changement social. Les caractéristiques de l'ancien régime indiquent les chances d'apparition des différents types d'élites dirigeantes avec des stratégies distinctes de réformes politiques et économiques. Dans la phase initiale d'une transition, les traditions civiques, le respect de la loi, le degré d'institutionnalisation économique (traduite par l'ouverture des marchés) et les modalités de recrutement de l'élite politique et administrative sont largement déterminés par la nature du régime précédent[1].

Les auteurs construisent quatre types de régimes non-démocratiques modernes. Le *régime autoritaire,* illustré par l'Espagne franquiste, représente un système politique à pluralisme limité qui permet l'apparition de certaines formes de semi-opposition et qui n'a pas d'idéologie officielle élaborée. Par conséquent, la mobilisation politique de la société est relativement réduite, alors que les élites dirigeantes agissent selon des normes faiblement définies, même si prévisibles, qui permettent une certaine autonomie des différents groupes à l'intérieur du pouvoir. Le *régime totalitaire*, dont le nazisme et le stalinisme sont les exemples, se distingue par l'absence du pluralisme politique, économique ou social, par la détention *de jure* et *de facto* du monopole politique par le parti officiel et par une mobilisation extensive de la population dans des organisations militantes créées par le régime. Souvent charismatiques, les leaders sont recrutés en vertu de leur passé militant au sein du parti et leur gouvernement souffre d'un haut degré d'imprédictibilité. Le *régime post-totalitaire*, que l'ont retrouve, par exemple, dans la Pologne ou dans la Hongrie des années 1980, se caractérise par un pluralisme social et économique limité, alors que le pluralisme politique est presque inexistant, vu que le parti officiel détient encore, du moins formellement, le monopole du pouvoir. Il y a toujours une idéologie officielle, mais la croyance dans l'utopie qu'elle propose est détériorée, diminuant la mobilisation politique et menant à un militantisme de routine qui assure toutefois un minimum de conformisme et de soumission. Le recrutement des élites dirigeantes est restreint aux cadres du parti officiel, mais l'accent n'est plus mis sur la carrière politique, mais sur la compétence professionnelle. En revanche, le *régime sultanesque* se caractérise par la domination arbitraire d'un leader ou d'un groupe dirigeant, par une faible institutionnalisation de l'exercice du pouvoir, par une forte personnalisation des rapports de loyauté au

[1] Juan LINZ, Alfred STEPAN, *Problems of Democratic Transition and Consolidation: Southern Europe, South America and Post-Communist Europe*, The John Hopkins University Press, Baltimore & London, 1996, p. 11.

sein de l'appareil administratif et par la confusion du privé et du public dans un grand espace de domination patrimoniale; l'idéologie élaborée laisse la place au personnalisme despotique; la mobilisation politique est faible, disloquée par une mobilisation de type cérémonial. La direction du régime est organisée autour du culte du chef, actualisée par l'arbitraire des décisions et marquée par de fortes tendances dynastiques. L'équipe du leader est généralement recrutée parmi les membres de sa famille, parmi son entourage (ses amis, partenaires d'affaires et/ou agents de l'appareil répressif sur lequel repose le régime).

Suivant le type de régime non-démocratique, certaines modalités de transition vers la démocratie sont plus probables que d'autres. Les régimes *autoritaires* et *post-totalitaires* mûrs favorisent une transition négociée, basée sur le pacte entre les modérés du pouvoir et les modérés de l'opposition, alors que les régimes *totalitaires* s'effondrent généralement à la suite de l'intervention internationale directe. La défaite militaire et l'occupation du pays par des pouvoirs démocratiques en est une des solutions les plus fréquentes. Cette modalité est également probable dans le cas des régimes *post-totalitaires* et *sultanesques*. Dans ce dernier cas, Juan Linz et Alfred Stepan signalent les chances élevées du renversement révolutionnaire suivi d'un gouvernement intérimaire prétendant agir au nom du peuple et qui tend généralement à reporter l'organisation des élections, afin de monopoliser la réforme, réelle ou apparente, du régime déchu. Vu l'absence d'autonomie de la société civile et politique, il est fort probable que des groupes associés à la direction précédente participent au pouvoir grâce au soutien accordé au changement et qu'ils essaient de freiner la démocratisation.

Les caractéristiques du régime non démocratique antérieur préfigurent non seulement les modalités de passage vers la démocratie, mais aussi les difficultés qu'un nouveau gouvernement peut rencontrer dans sa démarche pour implanter une démocratie fonctionnelle. Il est plus facile, par exemple, de consolider une démocratie qui suit un régime *autoritaire* que de produire de toute pièce une démocratie dans un pays ayant fait l'expérience d'un régime *totalitaire* ou *sultanesque*. Dans ces deux derniers cas, les implications du régime précédent rendent difficiles l'apparition de la société civile et l'institutionnalisation du respect de la loi, elles favorisent le maintien des structures économiques patrimoniales et de la corruption bureaucratique, tout en assurant la continuité du clientélisme et des mentalités paternalistes[1]. Pour les deux auteurs, la nature du régime non-démocratique antérieur détermine donc les modalités de passage à la démocratie, tout comme les chances d'une transition plus ou moins rapide. Bien qu'ils évoquent aussi d'autres critères – comme la composition et le projet politique de la nouvelle élite, l'influence internationale ou le cadre constitutionnel –, ils réduisent ces facteurs au statut de «propositions de second rang». C'est en fonction de la macro-variable «régime non-démocratique antérieur» que s'explique le rythme des processus de démocratisation et les différences de développement économique entre des pays ayant commencent simultanément leur transition.

Une perspective similaire est adoptée par Herbert Kitschelt, Zdenka Mansfeldova, Radoslav Mrkovski et Gabor Toka[2], qui s'interrogent sur le type de bureaucratie et sur les mécanismes employés par les gouvernements communistes afin d'obtenir

---

[1] *Ibidem*, pp. 62-64.

[2] Herbert KITSCHELT, Zdenka MANSFELDOVA, Radoslav MARKOVSKI, Gabor TOKA, *Post-Communist Party System. Competition, Representation, and Inter-Party Cooperation*, Cambridge University Press, Cambridge, 1999.

l'obéissance ou l'adhésion de leurs sociétés respectives. Les quatre chercheurs s'accordent sur l'existence de trois catégories de régime communiste. Les régimes communistes *bureaucratiques-autoritaires* (la Tchécoslovaquie et la RDA) se caractérisent par l'existence des partis rigides et orthodoxes, ils reposent sur une bureaucratie étatique toute-puissante et relativement professionnalisée et entretiennent des rapports toujours tendus avec des sociétés potentiellement actives du point de vue politique. Les régimes communistes *national-accommodatifs* (la Hongrie et la Pologne) sont dotés de partis relativement flexibles, et reposent sur une bureaucratie soumise aux normes et marquée par une certaine séparation entre l'administration d'État et l'appareil du parti. Plus permissifs quant à la contestation sociale, ils favorisent la cooptation des groupes ou des individus potentiellement incommodes. Les régimes communistes *patrimoniaux* (la Roumanie et la Bulgarie) se caractérisent par des partis rigides, dominés par un groupe restreint de personnes qui contrôle un appareil d'État peu professionnalisé, à faible rationalité bureaucratique, et où les relations au sein du pouvoir sont fortement personnalisées. Les caractéristiques du régime communiste génèrent dans l'après-communisme différents types de systèmes partisans et différentes configurations de relations de pouvoir à l'intérieur de nouveaux partis politiques.

Si les auteurs discutés auparavant se méfient des déterminismes à prétention d'infaillibilité, d'autres voix se risquent à des diagnostics bien plus tranchants et pessimistes, suggérant que le présent postsocialiste est irrévocablement condamné par le passé et que la démocratie et le capitalisme sont inadéquats pour faire face à l'héritage du socialisme d'État. Analysant le cas russe, Michel Burawoy considère que le communisme a laissé derrière lui une société arriérée, sous-développée et difficilement gouvernable, qui doit être «apprivoisée» et dirigée par un «parti-État» fort, capable d'imposer l'ordre[1]. La création d'une démocratie fonctionnelle n'est pas seulement impossible pour un pays comme la Russie, mais elle est aussi maladive, menant au chaos social. En même temps, l'organisation économique antérieure, basée sur de grands conglomérats monopolistiques, sur le troc et le contrôle des ouvriers sur la production, a maintenu ses structures dans la période de transition. Le poids de cet héritage combiné avec l'implantation du libéralisme a permis l'émergence des réseaux oligarchiques qui dominent les marchés et appauvrissent la population. L'adoption du modèle capitaliste, sans une réforme préalable, initié par l'État avant la libéralisation des marchés, a mené à une destruction totale de l'économie russe, à une «dégénération involutive», permettant la recomposition du parti-État dans une élite économique de type «néo-féodal».

Selon Burawoy, la tentative de créer de l'économie de marché ou de la démocratie sur les ruines du socialisme soviétique conduit inévitablement à «l'involution» et au sous-développement systémique. L'auteur développe ses arguments en opposant «la folie russe» du choix de la démocratie et «la sagesse chinoise» du rejet démocratique. Tandis qu'en Russie la démocratie a affaibli le pouvoir de l'État, en Chine, l'élite dirigeante autoritaire a maintenu le contrôle pour diriger l'accumulation de capital et pour opérer une transformation progressive de l'économie. Encourageant le développement du secteur privé, tout en conservant le monopole de l'État sur les domaines-clés d'activité, la bureaucratie communiste chinoise a réalisé la stimulation

[1] Michael BURAWOY, «Transition without Transformation: Russia's Involutionary Road to Capitalism», *East European Politics and Societies*, vol. 15, no. 2, 2001, p. 288.

réciproque de la production et de l'échange, pénétrant sur le marché global avec une économie compétitive. En échange, la démocratie libérale adoptée en Russie n'a conduit qu'à la destruction violente de l'industrie et à l'apparition des oligarchies financières. En contraste avec la Russie qui a choisi le chemin involutif de la *transition sans transformation*, la Chine a opté pour une trajectoire évolutive, basée sur une *transformation* véritable *sans transition* vers l'économie de marché. Dans cette logique, pour éviter l'involution dans le processus de transition vers le capitalisme, Burawoy entrevoit comme solution le «léninisme de marché», une voie ancrée dans l'expérience socialiste antérieure, mais bien parée d'éléments capitalistes asiatiques (notamment sud-coréens).

Les limites des théories en termes de poids surdéterminant du passé

Quatre critiques majeures pèsent sur les modèles théoriques de la *dépendance au passé*. Premièrement, comme l'observe Michel Dobry, axant son analyse sur l'influence du poids de l'histoire dans les processus de démocratisation, cette approche risque d'opter pour un «déterminisme historique assez rudimentaire» qui fait basculer l'analyse vers «la recherche de quelque chose qui n'est pas loin d'une loi de développement historique»[1], en sous-estimant le rôle joué par acteurs politiques. Les choix rationnels des élites sont ignorés dans cette approche, constituant, si jamais ils sont pris en compte, des variables de rang inférieur. Il est pourtant incontestable que des différences importantes sont apparues entre les trajectoires démocratiques des pays ayant connu des séquences historiques similaires, réalité explicable, selon d'autres chercheurs, notamment par la diversité des choix stratégiques des élites qui modèlent en permanence les trajectoires de diverses politiques[2]. Les arrangements établis par les principaux acteurs politiques durant une période de transition instaurent des règles, des rôles et des modèles de comportement nouveaux qui peuvent marquer une rupture importante avec le passé et qui génèrent des institutions qui modèlent, à leur tour, les perspectives de consolidation du régime dans l'avenir[3]. De même, ce déterminisme historique élimine de l'équation des événements imprévisibles qui peuvent produire des bouleversements importants, difficiles, voire impossible à prévoir avant leur avènement.

Deuxièmement, cette théorie n'assume que partiellement l'importance du facteur international dans la démocratisation. L'intégration économique globale et la nécessité de sécurité ont déterminé de nombreux gouvernements à accepter des contraintes politiques et économiques imposées de l'extérieur, afin d'obtenir des aides financières ou d'accéder à des organisations internationales de sécurité. Dans ce contexte, pour raffiner l'interprétation, la matrice des pré-conditions, risques et opportunités nationales devrait être enrichie avec des éléments supplémentaires –

---

[1] Michel DOBRY, «Les voies incertaines de la transitologie. Choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de *path dependence*», *Revue française de science politique*, no. 4-5, 2000, p. 590.

[2] David STARK, Laszlo BRUSZT, *Postsocialist Pathways*...cit., p. 12.

[3] Terry Lynn KARL, Philippe SCHMITTER, «Les modes de transition…cit.», p. 290.

comme par exemple la dette extérieure, les relations avec la communauté financière ou la géopolitique mondiale[1].

Troisièmement, certaines questions méthodologiques demeurent sans réponse: comment est sélectionné, découpé et conçu le passé pertinent, celui qui est supposé influencer ou même déterminer les processus de transition? «Quels sont les imageries causales mises en scène pour rendre raison des cheminements historiques de ces processus?»[2]. Enfin et en quatrième lieu, comme dans le cas des modèles génétiques, la création des typologies est essentialiste et néglige la dynamique et les spécificités propres à chaque régime non-démocratique. La mise en relation de ces types idéaux avec l'avènement de la démocratie aboutit souvent à un déterminisme schématique, impliquant que les mêmes conditions produisent de manière invariable les mêmes effets.

LES THÉORIES INTERNATIONALISTES

Si la grande majorité des théories transitologiques accordent une place limitée au facteur international dans les transformations politiques et économiques autochtones, certaines études, il est vrai peu nombreuses, transforment l'influence internationale en macro-variable d'analyse pour les processus de transition.

Ainsi, Samuel Huntington développe-il la thèse des «vagues» de démocratisation, selon laquelle un «effet de boule de neige» apparaît dans le déclanchement et l'évolution de plusieurs processus nationaux de transition, suite aux influences transnationales ou de proximité géographique[3]. Par exemple, pour la «troisième vague» de démocratisation, à part le contexte politique et économique national, Huntington identifie plusieurs facteurs internationaux qui influent sur le passage vers la démocratie[4]: la globalisation de la doctrine des droits de l'homme; le rôle du Deuxième Conseil du Vatican dans la transformation des églises catholiques nationales en opposants des régimes autoritaires; les conditions de démocratisation imposées par la Communauté Européenne pour les pays candidats; le rôle de l'Union Soviétique sous Gorbatchev dans la libéralisation des régimes de l'Europe de l'Est.

À son tour, Geoffrey Pridham affirme que la dimension internationale représente une composante principale du processus de démocratisation[5]. Il définit le contenu de l'influence externe en fonction de trois variables standard: a) les variables de background ou situationnelles qui impliquent la politique étrangère de l'État analysé, son degré d'implication dans la vie internationale, sa situation géostratégique régionale, son niveau d'intégration ou d'isolement économique, tout comme l'état

---

[1] Dorothee BOHLE, «Internationalisation: An Issue Neglected in the Path-Dependency Approach to Post-Communist Transformation», dans Michel DOBRY (éd.), *Democratic and Capitalist Transitions in Eastern Europe. Lessons for the Socials Sciences*, Kluwer Academic Publishers, Dordrecht /Boston/London, 2000, pp. 235-246.

[2] Michel DOBRY, «Les voies incertaines de la transitologie…cit.», p. 587.

[3] Samuel HUNTINGTON, *The Third Wave: Democratisation in the Late Twentieth Century*, University of Oklahoma Press, Norman, 1991.

[4] IDEM, «Democracy's Third Wave», *Journal of Democracy*, no. 2, 1991, pp. 130-132.

[5] Geoffrey PRIDHAM, Eric HERRING, George SANFORD (éds.), *Building Democracy? The International Dimension of Democratization in Eastern Europe*, St Martin's Press, New York, 1994.

du système mondial au moment de la transition; b) les différents acteurs externes, notamment les organisations internationales ou régionales, tout comme les fondations ou les compagnes transnationales qui ont la capacité de projeter leur influence dans les relations internationales; c) les formes d'influence externe, impliquant les mesures directes ou indirectes d'ordre politique, économique, commercial, bancaire, culturel qui sont mises en marche par les acteurs externes afin d'atteindre leurs buts[1]. Pridham définit le contenu du contexte interne soumis aux influences externes en fonction de plusieurs variables: a) les variables de background traduites par les engagements externes du pays en cause, la dynamique de la transition et l'attitude à l'égard de l'assistance internationale; b) le milieu opérationnel traduit par la structure du gouvernement, le système d'allocation du pouvoir, le rôle de différents groupes d'élites, la place de l'assistance externe dans la stratégie de la transition; c) le degré de cohésion/fragmentation de l'élite nationale et de l'opinion publique sur différents questions de la transition.

Malgré la plus-value heuristique des facteurs internationaux, les approches internationalistes manquent toutefois d'une méthodologie viable capable de déterminer d'une manière convenable des causalités entre les différents événements et aspects nationaux et internationaux. Pridham lui-même reconnaît qu'il est fort difficile de mesurer l'effet des interactions internationales sur les transformations locales[2]. Quelles sont les conditions qui rendent possible la diffusion des valeurs ou qui accélèrent le déclanchement d'un événement politique? Comment les forces transnationales influent-elles sur le changement local et comment peut-on mesurer leur poids dans l'économie générale de la transformation? Ces écueils méthodologiques ne doivent pas diminuer l'intérêt pour les facteurs internationaux, ni retirer leur statut de variable d'analyse. Au contraire, au bout d'un examen historique du rôle joué par les facteurs internationaux dans les transitions est-européennes, Pridham conclut ces dernières représentent des phénomènes éminemment nationaux, générés par un événement de nature globale – la fin du communisme – et qui, par leur convergence en fonction de nouveaux intérêts et objectifs politiques et économiques, engendrent un phénomène de portée régionale. Ces trois niveaux – national, global et régional – ont chacun leur signification, leur rôle dans le déroulement du changement social. Aussi, seule une analyse conjuguée des facteurs internes et externes peut-elle offrir une image complexe des transitions est-européennes.

LES THÉORIES DE LA *PATH DEPENDENCE*: APPROCHES EN TERMES DE REMODELAGES ET RECOMBINAISONS DU PASSÉ

Avec les travaux de David Stark et Laszlo Bruszt, et de Gyl Eyal, Ivan Szelenyi et Eleonor Townsley, l'étude des transitions connaît dans la deuxième moitié des années 1990 un nouveau tournant, grâce à la conceptualisation en contexte est-européen, du paradigme de la *path dependence*. Présentée par ses initiateurs comme une alternative à la transitologie classique, la *path dependence* n'évalue pas le changement social en termes de transition vers la démocratie, mais en termes de transformations imprévisibles, «réarrangements, reconfigurations et recombinaisons qui génèrent

[1] *Ibidem*, pp. 7 -30.
[2] Geoffrey PRIDHAM, «Democratization in the Balkans…cit.», p. 4.

de nouveaux mélanges des multiples logiques sociales qui constituent une société moderne»[1]. Pour ces auteurs, le changement social est-européen ne représente pas un processus unitaire et homogène de transition. Il s'agit en réalité d'une pluralité de transitions dépendantes des particularités locales qui influencent les deux facteurs subsumés dans la notion de *path*: la voie de sortie (*extrication path*) et les ressources institutionnelles héritées du passé.

Ces auteurs considèrent que l'enjeu théorique majeur n'est pas de trouver «la meilleure voie» pour aboutir au capitalisme de type occidental, mais d'identifier, à partir des ressources institutionnelles existantes en Europe de l'Est, les types de capitalisme qui peuvent émerger dans la région. Il ne s'agit donc plus d'expliquer le passage à la démocratie comme un phénomène universel, susceptible d'obéir à des règles générales, mais de décrire des processus ancrés dans une réalité socio-historique déterminée. Bien que les ambitions soient plus modestes, cette approche apporte une connaissance plus riche et plus raffinée des sociétés étudiées.

Deux modèles principaux d'analyse se distinguent au sein de la *path dependence*. Le premier, utilisé par David Stark et Laszlo Bruszt, interroge la façon dont les héritages institutionnels peuvent contraindre et modeler le choix de la stratégie politique et structurer l'interaction sociale. Le deuxième, employé par Gyl Eyal, Ivan Szelenyi et Eleonor Townsley, met au centre de l'analyse les stratégies de survie des élites dans l'espace social et définit la «transformation» en termes de «croisement dialectique» entre l'habitus des acteurs et les contraintes institutionnelles imposées par le changement de régime[2].

Les approches en termes de remodelage institutionnel

L'approche de David Stark et Laszlo Bruszt participe au courant de l'institutionnalisme historique, qui montre que «les institutions étatiques et sociétales modèlent la façon dont les acteurs définissent leurs intérêts et structurent leurs relations de pouvoir avec les autres groupes»[3]. Leur analyse repose sur le postulat que les ruines de l'ancien régime sont des ressources importantes pour la construction du nouveau système. De nombreux éléments qui caractérisent le système précédent survivent à son effondrement et influencent la transition sur le long terme: ressources institutionnelles, formes organisationnelles, réseaux sociaux informels, capitaux sociaux, habitus des acteurs. Pourtant, l'héritage du passé n'est pas vu comme un obstacle, comme quelque chose de contraignant, mais comme «une ressource» pour la construction du système nouveau. Les acteurs sociaux découvrent et réorganisent cette ressource; ils «innovent notamment en restructurant des matériels institutionnels anciens»[4]. Loin de faire table rase des vestiges du communisme,

---

[1] David STARK, Laszlo BRUSZT, *Postsocialist Pathways*...cit., p. 12.

[2] Gil EYAL, Ivan SZELENY, Eleanor TOWNSLEY, *Making Capitalism without Capitalists*...cit., p. 51.

[3] Sven STEINMO, Kathleen THELEN, «Historical Institutionlism in Comparative Politics», dans Sven STEINMO, Kathleen THELEN, Frank LONGSTRETH (éds.), *Structuring Politics. Historical Institutionalism in Comparative Analysis*, Cambridge University Press, Cambridge, 1992, p. 33.

[4] *Ibidem*, p. 12.

les acteurs s'en servent afin de reconstruire des organisations et des institutions[1], découvrant ainsi à quel point leurs options sont limitées par l'ensemble des ressources institutionnelles existantes. Les configurations en place limitent le champ d'action, excluent certaines directions, contraignent certaines tendances, alors qu'elles éclairent et encouragent le choix d'autres stratégies. Les modalités de privatisation de la grande propriété industrielle dépendent dans chaque pays des voies de sortie des systèmes communistes et de l'acquis économique existant. Aussi, les innovations institutionnelles ou organisationnelles ne sont-elles pas des simples solutions de «remplacements», mais des véritables formes de «désemballage et de réassemblage de configurations institutionnelles existantes»[2]. Considérant à la fois les domaines politique et économique – dont la dynamique résulte de la conjonction entre le type de sortie de l'ancien régime et l'héritage institutionnel que celui-ci lègue[3] – les deux auteurs se gardent de construire des typologies des sorties du communisme. Leur modèle souligne notamment que ces transformations sont à examiner cas par cas, qu'il faut adapter les modèles d'analyses aux rigueurs heuristiques de chaque situation et que, surtout, il n'y a pas de meilleur chemin. Il n'y a pas de voie «meilleure» ou de voie «dysfonctionnelle», mais seulement des points de départ qui aboutissent à des résultats différents.

Les perspectives ouvertes par le paradigme de la *path dependence* et par la conceptualisation correspondante de la notion de transformation sont à rapprocher de la démarche proposée dans l'espace francophone par Michel Dobry[4]. Défendant, dans sa *Sociologie des crises politiques*, l'hypothèse de la continuité des états successifs du système social, il pose que les crises doivent être considérées comme des «états particuliers des systèmes politiques concernés» et appréhendées à l'aide des mêmes outils que les conjonctures routinières. Cette démarche a le grand mérite de signaler qu'il n'y a pas de frontières étanches et définitives entre le présent et le passé et d'intégrer la complexité des diachronies sans en isoler les séquences. Dès lors, l'hypothèse de la continuité permet de dépasser «l'illusion héroïque» qui survalorise les choix des acteurs, pour s'intéresser également aux processus moins visibles et plus lents comme les transformations des structures sociales et leurs effets sur le façonnement des perceptions et des actions des protagonistes[5].

En revanche, Michel Dobry critique la position de David Stark et Laszlo Bruszt pour «l'indétermination» des éléments qui se déstructurent et qui se recombinent et pour le caractère vague de leur réflexion sur le déroulement du processus même[6]. Favorisant une temporalité courte, découpée par la sortie de l'ancien régime et par la déstructuration des économies étatiques, les deux auteurs se rapprochent des modèles génétiques. Ils font également économie de la dimension internationale et transnationale des processus de transition. Essayant de montrer comment les particularités locales influent sur l'apparition de différents types de changement social, les adeptes de cette théorie passent sous silence le poids des facteurs transnationaux dans l'émergence

---

[1] David STARK, «Sommes-nous toujours au siècle des transitions? Le capitalisme est-européen et la propriété recombinante», *Politix*, no. 47, 1999, p. 93.

[2] *Ibidem*, p. 94.

[3] David STARK, Laszlo BRUSZT, *Postsocialist Pathways*...cit., pp. 28, 59, 110.

[4] Michel DOBRY, *Sociologie des crises politiques*, cit.

[5] IDEM, «Les processus de transition à la démocratie», *Cultures et Conflits*, no. 17, 1995, pp. 3-8.

[6] IDEM, «Les voies incertaines de la transitologie…cit.», p. 603.

du capitalisme est-européen. Et toutefois, ces marchés sont immergés dans un espace où les organisations internationales financières et de sécurité agissent en véritables «co-designers» des régimes politiques et économiques naissant en Europe de l'Est[1].

Les approches en termes de remodelage de l'habitus social des acteurs

Une version de la *path dependence* qui place au centre de l'analyse les acteurs sociaux est offerte par Gyl Eyal, Ivan Szelenyi et Eleonor Townsely, qui formulent une synthèse entre les théories de David Stark et Laszlo Bruszt et l'approche du *capitalisme par imitation*[2]. Selon les trois sociologues, si analysés séparément, ni les contraintes ou les valeurs imposées par les institutions apparues suite au démantèlement du régime communiste, ni le poids de l'histoire ne peuvent expliquer les transformations produites en Europe de l'Est après 1989. Les institutions et les acteurs sociaux interagissent et se modèlent réciproquement de manière permanente et imprévisible à tel point que le changement social devient un «croisement dialectique» entre les contraintes institutionnelles et l'habitus des acteurs sociaux[3].

D'une part, un nouveau cadre institutionnel impose de nouvelles règles de jeu auxquelles les acteurs tendent à s'adapter afin d'assurer leur survie, de maintenir leur statut ou d'occuper de meilleures positions. Munis de plusieurs formes de capital, les individus naviguent dans l'espace social; si durant ce trajet, la nature du capital dominant assure la progression dans la hiérarchie sociale change, «ils essayent de rafraîchir les différents types de capital et de changer les formes dégradées en formes réévaluées, afin de se maintenir sur la trajectoire». La conversion des formes de capital constitue la solution que les individus préfèrent pour s'adapter aux changements intervenus dans la structure sociale[4]. Dans cette logique, Eyal, Szelenyi et Townsley rejoignent les théoriciens du modèle du *capitalisme par imitation*, selon lesquels l'apparition des institutions démocratiques et capitalistes oblige les acteurs à modifier leur comportement social pour faire face aux nouvelles conditions imposées par la transition.

D'autre part, les acteurs sociaux ne représentent pas des «automates rationnels»; ils sont chargés d'une série de schèmas de perception, de pensée, d'action et de comportement social, générés par un ensemble de valeurs historiquement sélectionnées et intériorisées. Cette série de schèmas qui constitue l'habitus aide les individus à naviguer «avec naturel» dans l'espace social, sans avoir à réfléchir à tous leurs gestes et leurs actions. Selon la définition bourdieusienne,

> «l'habitus produit des pratiques individuelles et collectives […] conformément aux schémas engendrés par l'histoire; il assure la présence active des expériences passées qui, déposées en chaque organisme sous forme de schémas de perception, de pensée et d'action, tendent […] à garantir la conformité des pratiques et leur constance à travers le temps»[5].

---

[1] Dorothee BOHLE, «Internationalisation...cit.», p. 224.
[2] Gil EYAL, Ivan SZELENY, Eleanor TOWNSLEY, *Making Capitalism without Capitalists*...cit.
[3] *Ibidem*, p. 51.
[4] *Ibidem*, pp. 10-11.
[5] Pierre BOURDIEU, *Le sens pratique*, Les Éditions de Minuit, Paris, 1980, p. 91.

L'habitus économise donc le calcul et la réflexion, représentant une sorte de voix intérieure à laquelle on obéit de manière non-rationnelle. Sans être irréversible, l'habitus est difficile à modifier, demandant un travail d'explicitation, de gestion et de maîtrise de ses propres dispositions[1]. Face à un changement institutionnel important, les acteurs sociaux ne sont pas préparés à agir tout de suite selon les nouvelles normes, ils rejettent certaines valeurs qui rentrent en contradiction avec ce qu'ils ont appris auparavant[2]. Pour cette raison, les transformations institutionnelles peuvent être limitées ou bien repoussées par des mentalités construites durant la période communiste. Confrontés à des situations nouvelles, les individus sont tentés de se retourner vers «ce qu'il connaissent». L'habitus n'est pourtant pas constitué une fois pour toutes, mais il évolue par ajustement aux évolutions de la société. Bien que parfois des effets d'*hystérésis* social puissent apparaitre suite à un changement trop radical, les individus ont généralement la tendance à s'adapter et à modifier graduellement leur comportement en fonction du contexte, afin de survivre socialement, de maintenir leurs positions privilégiées ou d'acquérir d'autres positions plus profitables. Utilisant des logiques issues de l'ancien régime pour s'adapter aux nouvelles conditions, ils influencent directement le fonctionnement des institutions récemment mises en place[3]. De ce point de vue, Eyal, Szelenyi et Townsley rejoignent le courant de la *path dependence*, considérant que l'adaptation au nouveau contexte social se réalise par la recombinaison des valeurs et mentalités historiquement fixées.

Prenant en compte à la fois les effets du changement institutionnel sur l'ensemble de la société et l'*hystérésis* social provoqué par l'habitus des acteurs, les trois sociologues définissent la transition d'un régime à un autre comme une trajectoire ajustée, «une interaction dialectique» entre les contraintes imposées par les nouvelles institutions et les mentalités et les formes de comportement social héritées de l'ancien régime. Le changement social représente donc un processus permanent d'ajustement: «Les nouvelles positions changent l'habitus social des individus, alors que les individus recrutés pour ces positions changent, à leur tour, la modalité dans laquelle fonctionnent les institutions»[4].

CONCLUSION: VERS UN MODÈLE MULTIDIMENSIONNEL D'ANALYSE DES PROCESSUS DE TRANSITION

L'analyse des quatre courants principaux de la transitologie montre qu'aucun d'entre eux ne suffit à lui seul de produire une évaluation intégrale des transformations mises en place après la chute d'une dictature. Les modèles génétiques sous-estiment l'influence de la nature du régime antérieur sur les voies de dégagement et sur les décisions des acteurs. Ils ignorent les valeurs et les comportements sociaux qui s'enracinent dans la longue durée, tout comme le fait que les expériences passées d'une société tendent à persister et à façonner les comportements des acteurs et leurs visions sur le changement. À leur tour, les théories du poids déterminant du passé s'intéressent

---

[1] IDEM, *Réponses* (Entretien avec J. D. Wasquant), Seuil, Paris, 1992, p. 111.

[2] Norbert ELIAS, *La société des individus*, Fayard, Paris, 1991, p. 238.

[3] Gil EYAL, Ivan SZELENY, Eleanor TOWNSLEY, *Making Capitalism without Capitalists*...cit., p. 51.

[4] *Ibidem*, p. 12.

peu à la façon dont certains événements et contraintes présents modifient les attitudes et les conduites acquises. Certes, «„le neuf" immerge dans l'ancien et „l'ancien" reste omniprésent dans le neuf»[1], mais la continuité ne doit pas masquer la nouveauté, car l'héritage du passé ne signifie pas l'absence totale d'un changement. Il faut donc éviter de confondre la contrainte du passé avec un déterminisme insurmontable. Les deux approches pêchent également par essentialisation, car, en créant des typologies, ils négligent parfois la dynamique et les spécificités propres à chaque transformation. De ce point de vue, le modèle de la *path dependence* a une valeur heuristique accrue, car il combine l'influence du passé avec l'imprévisibilité du présent. Certes, on ne peut faire économie des caractéristiques du système antérieur, car tout changement est une recomposition, une reconfiguration. Mais le présent compte en égale mesure, car il contraint et il modèle en permanence l'architecture institutionnelle et l'habitus des individus. Les limites les plus notables de cette approche viennent du fait qu'elle ignore généralement le poids du facteur international dans la dynamique des transformations, la plupart des tenants de la *path dependence* n'intégrant pas cette variable dans leurs analyses. C'est notamment la grande critique adressée par les théoriciens du modèle internationaliste, qui insistent sur l'influence incontournable des dynamiques politiques et économiques internationales sur toute transformation nationale. Leur approche risque en revanche de sous-estimer les conditions et les spécificités locales.

Compte tenu de toutes ces difficultés, ces critiques et ces réserves, comment étudier alors la chute d'un régime dictatorial et sa postérité? Un modèle multidimensionnel qui combine la *path dependence* avec l'approche internationaliste nous semblerait le plus adéquat. Il procèderait d'abord à une évaluation en termes de trajectoire ajustée entre le poids du passé (héritages institutionnels et d'habitus) et le poids du présent (avec les projets affirmés de l'élite et les événements parfois imprévisibles qui le peuplent). L'analyse des aspects locaux de la transformation devrait en revanche intégrer les facteurs internationaux qui influencent tout changement dans le contexte d'un monde globalisé. À la création des typologies, qui s'avèrent la plus part du temps biaisées, nous préférions une analyse de type historique sensible à l'unicité de chaque terrain. Les spécificités locales de chaque transition devraient toutefois être intégrées et comprises dans une analyse plus large du contexte international où prend place le changement local.

[1] Jean-Charles SZUREK, «Les communistes de l'après-communisme», *Les Temps Modernes*, no. 48, 1993, p. 93.